



Préfecture de l'Ain  
Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM



PREFET DE L'AIN

COPIE

## Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS FEU VERT à SAINT-VULBAS

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 juillet 2011 et du 6 mars 2012 autorisant la SA AEW IMCOM DEUX à exploiter une plateforme logistique à SAINT-VULBAS ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant délivré à la SAS FEU VERT le 17 décembre 2014 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 23 avril 2015, suite à l'inspection réalisée sur le site le 20 octobre 2014 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 23 avril 2015 transmettant à la SAS FEU VERT le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,
- VU l'absence de réponse de la SAS FEU VERT,

CONSIDERANT que la SAS FEU VERT n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2008 modifié, et notamment son article 8.1.1.3,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

### - ARRETE -

**Article 1<sup>er</sup> :** La SAS FEU VERT est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à SAINT-VULBAS - Parc Industriel de la Plaine de l'Ain - Avenue Charles de Gaulle, de respecter :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 modifié, notamment :

- réaliser avec rigueur le recensement des produits stockés en fonction des risques qu'ils présentent et au regard des rubriques de la nomenclature dont ils relèvent,
- mettre à jour le plan des zones à risques en fonction des activités exercées au titre des installations classées susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre,
- adapter le dispositif de détection et d'extinction incendie aux produits stockés conformément aux normes en vigueur, notamment en ce qui concerne les stockages d'aérosols et de liquides inflammables,

- à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 modifié, notamment :

- signaler les zones de danger présentant des risques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, et notamment afficher les classes de risques des produits en façade des racks de stockage concernés ou des entrées de cellules,
- supprimer de la cellule 1 les stockages non autorisés de pneumatiques,
- respecter les dispositions (mode de stockage et hauteur maximum) des pneumatiques en cellule 2.

**Article 2 :** L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet.

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de la SAS FEU VERT - 11, allée du Moulin Berger - 69130 ECULLY ;

- et dont copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BELLEY,

- au maire de SAINT-VULBAS,

- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le - 3 JUIL, 2015

Le Préfet,

pour le préfet  
la secrétaire générale

Caroline GADOU